

Ministère d'Etat  
Monsieur Luc FRIEDEN  
Premier Ministre  
2, Place de Clairefontaine  
L-1341 LUXEMBOURG

Esch-sur-Alzette, le 8 décembre 2025

**Concerne : Plan de lutte contre la pauvreté**

Monsieur le Premier ministre,

L'Union des syndicats OGBL-LCGB souhaite réagir au Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté dont les grandes lignes nous ont récemment été présentées par le ministre compétent Max Hahn. Cette présentation, qui toutefois ne contenait aucune indication des moyens budgétaires prévus pour la mise en œuvre des différentes mesures, révèle une ambition qui demeure largement insuffisante et un refus persistant d'engager les décisions politiques nécessaires pour s'attaquer réellement à la pauvreté.

Le plan repose largement sur des mesures administratives, des améliorations procédurales, des outils numériques et des mécanismes de coordination interministérielle. Ce sont des éléments qui peuvent faciliter la vie des citoyens, mais qui ne réduisent en rien la pauvreté. La pauvreté ne disparaîtra pas grâce à des plateformes, des guichets, des formations internes ou des ateliers participatifs. Elle recule lorsque les revenus augmentent, le logement devient accessible et les droits sociaux sont renforcés. Or, sur ces questions centrales, le plan reste silencieux.

Il n'aborde à aucun moment la question du salaire social minimum, qui est pourtant une question centrale lorsqu'on souhaite s'attaquer à la pauvreté au Luxembourg. Le phénomène des « working poor » frappe désormais des milliers de salariés à temps plein. Ignorer cet enjeu revient à accepter l'idée que l'on puisse travailler sans sortir de la pauvreté. De même, le plan affirme vouloir soutenir davantage les personnes âgées, mais il ne propose aucune amélioration de la pension minimum, laissant ainsi les retraités aux carrières modestes dans une précarité que le Gouvernement reconnaît, mais se refuse à corriger. Il est à nos yeux inconcevable que des personnes ayant travaillé toute leur vie soient obligées d'avoir recours à des aides sociales pour leur permettre de vivre une vie décente. Par ailleurs, le recours à des aides sociales exclut d'office les retraités frontaliers.

La même logique s'observe dans le volet consacré au logement. Le plan parle de simplification administrative, d'amélioration des démarches et de création de logements abordables, sans engagement réel, ni chiffré, ni contraignant, qui permettrait d'enrayer la spirale des loyers.

Tant que le Gouvernement refusera d'encadrer les loyers en prévoyant un plafonnement efficace, de lutter contre la spéculation et de garantir un investissement massif dans le logement public et abordable, il sera impossible de réduire la pauvreté. Le logement reste aujourd'hui l'un des principaux facteurs d'appauvrissement des ménages et le plan présenté ne contient aucune mesure suffisamment forte pour inverser cette tendance.

À cela s'ajoute la question fondamentale de la gouvernance. Le Gouvernement a choisi d'exclure les partenaires sociaux du comité de suivi du plan. Cette mise à l'écart est particulièrement révélatrice : lorsqu'il s'agit de communication ou de présentation, les syndicats sont conviés, mais dès qu'il s'agit de pilotage concret, ils disparaissent du dispositif. Une lutte contre la pauvreté qui se construit sans ceux qui sont quotidiennement au contact des travailleurs pauvres, des familles monoparentales, des personnes âgées précarisées ou des personnes sans accès aux droits risque de passer à côté de la réalité sociale. Une telle exclusion fragilise la crédibilité du plan dès son lancement.

En vérité, le plan présenté contourne méthodiquement les décisions structurelles qui permettraient d'améliorer le niveau de vie de celles et ceux qui en ont le plus besoin. La revalorisation des salaires n'est pas abordée, alors qu'elle est essentielle pour garantir que le travail permette de vivre dignement. L'amélioration des pensions n'est pas envisagée, alors qu'elle est indispensable pour assurer une vieillesse digne. L'encadrement des loyers n'est pas retenu, alors qu'il s'agit de l'un des leviers les plus efficaces pour réduire la pauvreté. Le renforcement des minima sociaux n'est pas intégré de manière significative, alors qu'il constitue un outil fondamental pour éviter que des milliers de personnes restent sous le seuil de pauvreté. Tant que ces questions centrales resteront absentes, aucun plan ne pourra prétendre lutter efficacement contre la pauvreté.

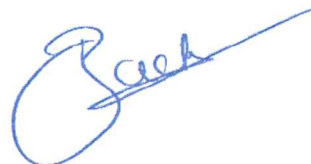
Monsieur le Premier ministre, le Luxembourg dispose des moyens nécessaires pour mener une politique sociale ambitieuse. Le pays n'a pas besoin d'un plan qui organise et gère la pauvreté ; il a besoin d'un plan qui la réduit réellement. Cela nécessite de prendre des décisions politiques courageuses, d'augmenter les revenus des ménages les plus fragiles, de garantir un accès au logement digne et abordable, et d'associer pleinement les partenaires sociaux aux décisions et au suivi.

L'Union des syndicats OGBL et le LCGB se tient prête à contribuer à une stratégie à la hauteur des enjeux. Mais une telle stratégie nécessite un Gouvernement qui accepte de regarder la réalité en face, d'écouter et d'impliquer activement les acteurs de terrain et de remettre en question les choix politiques qui, aujourd'hui encore, creusent les inégalités. Sans cela, le plan national ne sera qu'un exercice administratif supplémentaire, déconnecté des attentes sociales et incapable d'apporter une réponse concrète aux personnes qui vivent la pauvreté au quotidien.

Dans l'attente d'un retour de votre part, veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre considération distinguée.



Patrick Dury  
Président



Nora Back  
Présidente